



Le 26 septembre, Thierry AULAGNON, directeur de cabinet de Michel SAPIN recevait les fédérations des Finances et leurs organisations syndicales CCRF pour une réunion sur l' « avenir de la DGCCRF ».

Il était accompagné de :

- Xavier PICCINO, Directeur de cabinet de Martine PINVILLE ;
- Laurent DE JEKHOWSKY, Secrétaire général de Bercy ;
- Nathalie HOMOBOONO, Directrice générale.

D'entrée, il a précisé que le sujet « DGCCRF » était important aux yeux de Michel SAPIN et de Martine PINVILLE sa secrétaire d'Etat.

Il a également annoncé que le plan MACRON était confirmé et que d'autres réunions suivraient.

La CFTC FINANCES a souligné sa satisfaction de voir Bercy réunifié en un seul et unique ministère, gage de cohérence et de lisibilité qui devrait aussi se retrouver en directionnel.

Si le directeur de cabinet a ensuite précisé que le projet de loi de finances abordé dans les prochains jours ne prévoyait pas de baisse d'effectifs pour notre administration, il a mis à mal nos espoirs sur le retour d'une chaîne de commandement purement CCRF

Des discussions avec la direction générale auront donc lieu dans les semaines et mois qui viennent ; pour elle, il s'agit d'évaluer le plan et de trouver ce qui doit être mutualisé et lisible. La direction générale a ainsi assuré que les effets de la mutualisation seront progressifs et sélectifs.

Thierry AULAGNON a abordé ensuite différents sujets :

- il a démenti toute réorganisation au niveau des SCL (laboratoires de la DGCCRF) : pour lui, ils ont un rôle essentiel et il n'est aucunement question de les supprimer.
- il estime qu'il y a eu un volet social concernant notre administration ; pour lui, l'accord signé par certaines organisations syndicales en est la preuve. **La CFTCF DGCCRF ne partage pas cette vision de la situation.**
- L'ensemble des organisations syndicales seront reçues par Martine PINVILLE d'ici la fin de l'année.
- Il s'est également félicité sur le fait qu'un seul ministre s'occupe de la consommation et de la concurrence.
- Le CTPM sera (enfin !) réuni dans la première quinzaine de novembre.
- S'agissant de la mutualisation, il précise la volonté de concertation étendue par rapport à l'expérimentation.

S'agissant des schémas régionaux, la direction générale les examinera et reviendra vers les DIRECCTE si nécessaire ; il ne s'agit pas d'effectuer une démarche « à la hussarde ».

Le secrétaire général de Bercy a ensuite indiqué que l'ensemble des acteurs de Bercy et du SGG étaient mobilisés : toutes les mesures préconisées par le rapport AUVIGNE-MASUREL ont été mises en route (et, pour certaines, achevées).

Les interrogations sur le RIFSEEP nous indiquent qu'il n'y a toujours pas d'arbitrage à ce jour mais que celui-ci sera, dans tous les cas, appliqué.

Nathalie HOMOBONO a indiqué que notre direction générale est en relation avec tous les acteurs et surveille l'ensemble des échéances.

Elle a également précisé que, pour les réseaux, rien ne changera. S'agissant des départements 04 et 05, où une certaine agitation préfectorale règne, elle indique que l'expérimentation sera optimum et que les schémas régionaux seront clarifiés.

En conclusion, le directeur de cabinet a précisé que le sujet serait abordé lors du CTM du 4 octobre prochain et qu'une instance de suivi serait ensuite mise en place.

Il a également encouragé les organisations syndicales à lui faire remonter toutes les informations utiles du terrain.

Notre analyse :

Pour la CFTC, si certains points vont dans le sens réclamé par une majorité des organisations syndicales, cela reste insatisfaisant.

Nous n'avons pas oublié de rappeler que certains directeurs faisaient obstruction notamment en termes de visibilité.

Nous avons également renvoyé l'administration à l'observatoire social interne. C'est son propre outil ! Force est de constater qu'à la DGCCRF, rien ne s'améliore !

La CFTC continuera donc à exiger toutes les mesures nécessaires au bien-être des agents et au bon exercice de nos missions.

Notre position n'a jamais changé depuis le début ; nous ne sommes pas des girouettes !

Quel qu'en soit le prix, nous défendrons encore et encore les intérêts de nos collègues et de l'utilisateur !